Un musée peut-il changer les représentations sur l'immigration ?

Retour sur les enjeux de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et
sur son occupation par les sans-papiers

Luc Gruson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/495>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.495

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011

Pagination : 12-21

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Luc Gruson, « Un musée peut-il changer les représentations sur l'immigration ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1293 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 21 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/495> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.495>

Un musée peut-il changer les représentations sur l'immigration ?

Retour sur les enjeux de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et sur son occupation par les sans-papiers⁽¹⁾

Par Luc Gruson, directeur général de l'établissement public de la Porte Dorée, Cité nationale de l'histoire de l'immigration

Vitrine de l'exposition permanente "Repères" du Musée national de l'histoire et des cultures de l'immigration © CNHI

Le Musée national de l'histoire et des cultures de l'immigration, installé à Paris au Palais de la Porte Dorée, entend contribuer à transformer les regards sur les migrations en France. Depuis sa création en 2007, cet établissement public a dû faire face à de nombreux défis en termes de positionnement et de choix muséographiques. Les œuvres et objets présentés au public témoignent de l'histoire des immigrés en France et mettent en récit la diversité culturelle de l'Hexagone. Une manière de rendre visibles les rouages d'une société qui œuvre à l'écriture d'une histoire commune.

Lorsque Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, confie à Jacques Toubon la présidence d'une mission de préfiguration d'un "centre de ressources et de mémoire sur l'immigration", il lui écrit : *"La vocation première de ce futur centre de ressources sera de faire évoluer les regards et les mentalités au sujet des phénomènes migratoires, aussi bien du point de vue des arrivants et de leur proche descendance que de la société d'accueil⁽²⁾."* À la suite d'une année de travail, la mission rend ses conclusions sous la forme d'un projet, qui est aussi une "hypothèse" et un défi : "l'évolution des regards et des mentalités" sera favorisée par le fait que l'histoire de l'immigration en France sera connue et reconnue, dans une nouvelle institution qui sera fondamentalement patrimoniale et que les auteurs du rapport qualifient de "musée".

L'immigration, un patrimoine commun ?

Le concept central de la Cité lors de sa création était donc qu'il fallait transformer en "patrimoine commun" l'histoire de l'immigration, à l'instar de ce que les Américains et les Australiens avaient déjà fait depuis les années quatre-vingt-dix dans leurs musées respectifs de l'immigration. Cette reconnaissance de la place des étrangers dans l'Histoire commune devait fonctionner à partir d'une décision politique, la création d'une institution culturelle nouvelle et sa reconnaissance au plus haut niveau de l'État.

Chacun a en mémoire les aléas rencontrés au moment de "l'inauguration" du musée en 2007. D'emblée, l'institution a été interprétée par les médias à travers le prisme de la politique. L'absence d'inauguration a valu pour certains absence de reconnaissance. Pour d'autres, au contraire, elle prouvait que l'institution pouvait "déranger". Mais la plupart des Français n'en ont tout simplement pas entendu parler et il est vrai que l'absence de message politique au moment de l'ouverture a jeté un doute sur le projet de "légitimation" porté par le musée.

Mais, le temps ayant passé, et quelles que furent les difficultés de l'ouverture, on perçoit mieux aujourd'hui combien cette transformation des représentations n'est pas gagnée d'avance et à quel point elle sous-entend un travail symbolique et de longue haleine sur ce qui définit le patrimoine commun et la culture légitime. Est-ce qu'un musée peut changer les regards ? C'est une vraie question, qui se pose d'ailleurs de manière plus générale pour la culture dite "patrimoniale" à une époque où explosent les industries culturelles et où les stéréotypes sont principalement construits par les grands médias audiovisuels.

Il n'est pas inutile de réexaminer quatre ans après l'ouverture les principes qui avaient été privilégiés par la mission de préfiguration et qui ont constitué la trame du projet scientifique et culturel de l'établissement en 2006⁽³⁾.

La constitution d'un musée national

En France, ce sont les musées nationaux qui conservent au nom du peuple français les trésors de la République. Il faut bien admettre qu'ériger en musée national une institution culturelle consacrée à l'immigration n'allait pas de soi : la position du ministère de la Culture n'a pas été d'emblée favorable et il fallait convaincre que l'on pouvait construire un musée sans collection au départ sur un thème qui est tout sauf "noble". Cette entreprise d'une "muséographie" de l'immigration a débouché, encore imparfaitement à notre avis, sur une exposition permanente et, déjà depuis quatre ans, sur une dizaine de petites ou grandes expositions temporaires.

Le musée de l'immigration a été chronologiquement le premier élément de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration à être ouvert au public (dès octobre 2007, alors que l'aménagement du Palais de la Porte dorée s'est achevé en 2009). Il a souffert de la précipitation et du manque de temps, mais aussi, une fois

**En France,
ce sont les musées nationaux
qui conservent au nom
du peuple français les trésors
de la République.**

ouvert, des efforts consentis par l'établissement (avec très peu de moyens) pour faire exister l'ensemble des autres activités.

Aujourd'hui, après quatre ans, il nous semble indispensable de remettre le musée au cœur du projet, en lui conservant toute l'originalité voulue au

départ et pas toujours aboutie dans les faits. Le musée de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) possède en effet au moins trois véritables originalités : ses collections et son parcours permanents sont constitués à partir d'un alliage, inhabituel dans un musée d'histoire et de société, d'œuvres relevant du domaine artistique proprement dit (photographie, art contemporain), de documents historiques et enfin de témoignages. Cet assemblage permet d'ennobler la question de l'immigration et d'en légitimer la portée culturelle. Le cœur du musée est une "galerie des dons", projet d'essence poétique où les visiteurs, migrants eux-mêmes ou descendants de migrants, peuvent déposer leur histoire familiale et les objets témoins de cette histoire, pour montrer que l'immigration appartient à une histoire collective, l'histoire de la France, tout en étant faite de destins familiaux, dont la diversité est sans limites.

En complément des collections nationales du musée, la CNHI dispose d'un centre de ressources chargé de constituer une médiathèque et des collections à caractère plus documentaire, de les diffuser et de réaliser des supports pédagogiques. Il faut

admettre que la pédagogie est un des axes majeurs de l'établissement et que le changement des regards s'opérera sur le long terme par l'accès aux connaissances, l'éducation des enfants et la formation des enseignants.

Une approche historique et scientifique

L'approche historique et scientifique a été préférée à une approche mémorielle, pour des raisons évidentes. La profondeur historique permet également de prendre ses distances avec l'actualité et souvent de la relativiser. Elle permet surtout l'appropriation collective et la transmission.

La Cité propose-t-elle une "science" objective de l'immigration ? Cette science se limite-t-elle à l'Histoire ou bien doit-elle prendre en compte les apports de la sociologie, de l'ethnologie, de la géographie, de la démographie et pourquoi pas de l'économie ?

Malgré son approche scientifique (l'exposition permanente a été validée par un comité d'historiens), la Cité n'est pas parvenue à échapper à la polémique, et cela dès son ouverture. Le fait que certains historiens liés à la période de préfiguration aient démissionné en 2007, la confusion entretenue par certains médias entre le champ politique et le projet de l'institution, enfin l'occupation par les sans-papiers en 2010, sont autant d'événements qui ont fragilisé la frontière voulue entre un projet d'essence culturelle et le monde politico-médiatique qui ne cesse de vouloir instrumentaliser les thèmes de l'immigration.

L'implantation dans un palais de la République

La mission Toubon a voulu mettre le musée de l'immigration au niveau des grandes institutions culturelles nationales. Ce choix n'était pas le plus naturel : d'aucuns avaient rêvé, auparavant, d'un lieu d'"émergences culturelles", situé dans une friche industrielle, en banlieue, voire en province. De plus, le choix du Palais de la Porte Dorée a fait débat et fera encore débat, car il oblige à se confronter aux contradictions de l'histoire européenne. La "plus grande France" placée au centre du monde dans les fresques du Palais des colonies en 1931 doit admettre aujourd'hui qu'elle est une nation parmi d'autres, que sa relation au monde a changé. C'est dans ce contexte, que l'on peut appeler post-colonial, que la CNHI

invite les visiteurs à repenser l'altérité et les processus migratoires et identitaires. Le public comprend-t-il spontanément cette mise en perspective ? Ce n'est pas tout à fait sûr, l'histoire du monument colle à la peau de la Cité et beaucoup de journalistes commencent leurs articles par "la Cité de l'immigration (déjà une appellation qui brouille l'image), installée dans l'ancien Palais des colonies (dont elle serait la suite ?)". Tout se passe comme s'il n'y avait pas eu dans ces lieux pendant près d'un demi-siècle le Musée des Arts d'Afrique et d'Océanie voulu par Malraux. C'est la raison pour laquelle nous allons installer dans les mois qui viennent un "espace d'interprétation du Palais", destiné à expliquer aux visiteurs l'histoire du lieu où ils se trouvent.

La demande sociale au cœur du projet

Le vrai défi de la CNHI est probablement d'avoir voulu sortir d'une "politique de l'offre" traditionnelle dans les musées pour mettre au cœur de son projet le public et la demande sociale, la Cité se définissant comme "un lieu et un réseau". Elle ambitionnait à sa création d'associer les partenaires du réseau (associations, entreprises, collectivités, universitaires) à la construction de ses activités. Elle prétendait concevoir son musée national comme un "projet de collecte" et non comme une collection. Cette collecte des "traces matérielles et immatérielles de l'histoire de l'immigration" doit s'appuyer sur la participation des habitants. Le musée renferme notamment une "galerie des dons" qui révèle la place de la société civile au cœur de l'institution.

Quatre années après l'ouverture de la Cité, on peut considérer que cette "interaction voulue" entre la demande sociale et l'offre culturelle reste un beau défi à relever. D'une certaine façon, la participation du réseau est garantie par le décret de l'établissement public : la CNHI est en effet l'un des rares établissements culturels et en tout cas le seul musée national dont les orientations scientifiques et culturelles sont définies au sein d'un conseil d'orientation, dont les 27 membres appartiennent majoritairement à la société civile. Cette organisation originale a assuré, depuis l'ouverture, une réelle indépendance au projet, liée également à la personnalité et à l'engagement des membres de ce conseil.

Le projet initial de la construction du projet avec la société civile paraît plus difficile à atteindre. D'une part, l'effritement du tissu associatif depuis le début des années deux mille a fragilisé le réseau. La Cité n'a pas de moyens d'intervention et ne peut pas se substituer aux organismes publics traditionnels (Fasild devenu Acsé, Drac,

Espaces de l'exposition permanente "Repères" du Musée national de l'histoire et des cultures de l'immigration © CNHI

DRJS, collectivités) pour financer les projets des acteurs associatifs. D'autre part, le partenariat entre un établissement public soumis aux marchés publics et des associations souvent modestes ne va pas de soi et s'inscrit difficilement dans un schéma de "coopération", qui supposerait une certaine égalité de relation.

Enfin, il ne faut pas nier la relation paradoxale qu'entretient une partie de la frange militante et associative des populations d'origine étrangère avec la Cité : souvent ces militants issus de l'immigration, qui ont réclamé et même œuvré pour que s'ouvre une institution nationale consacrée à l'immigration, se sentent aujourd'hui dépossédés de leur histoire par cette institution qu'ils accusent d'être à la solde de l'État...

Ainsi, alors que certains estiment que la Cité "en fait trop" pour les immigrés et présente de manière trop centrale les destins individuels, les enquêtes de public montrent au contraire que les visiteurs considèrent que nous donnons trop le point de vue de la société d'accueil et pas suffisamment celui des migrants.

La solution est probablement à l'avenir d'insister moins sur les parcours de migrations et davantage sur les parcours d'intégration, ceux-ci englobant souvent plusieurs générations. Mais il serait illusoire de croire que les parcours sont univoques : entre les migrants qui ne restent pas, ceux qui font des allers-retours, ceux qui vivent "entre deux", ceux qui repartent, la réalité est complexe et multifforme. Rendre compte de cette diversité et de cette complexité, voilà probablement un véritable enjeu muséographique pour l'institution.

En guise de bilan et de manière plus générale, il faut souligner à quel point la Cité constitue une sorte de prototype. Ainsi, la diversité culturelle dont on parle tant se révèle difficile à mettre en œuvre concrètement, qu'il s'agisse de débattre des acquisitions du musée, des choix de programmation culturelle ou encore de la politique des recrutements.

La CNHI a-t-elle réussi, quatre ans après sa création, à modifier les regards ? A-t-elle réussi à transformer en thème culturel le champ de l'immigration ? Cela reste à prouver. Alors que dans l'ensemble de l'Europe on assiste à une certaine banalisation de la xénophobie, la Cité qui avait voulu exister en dehors de l'actualité court le risque depuis son ouverture d'être oubliée ou bien rattrapée par elle. Entre les deux, le chemin est étroit, c'est le seul possible. À cet égard, il n'est pas inintéressant de revenir sur l'occupation par les sans-papiers en octobre 2010.

L'occupation de la Cité par les sans-papiers

Le Palais de la Porte dorée a été occupé à partir du 7 octobre 2010 par un mouvement de sans-papiers soutenu par la CGT. Dès le premier jour, environ 500 grévistes, représentant un mouvement de plusieurs milliers de migrants, ont occupé le Palais. Très vite, un accord a été conclu pour que les salles du musée ne soient pas menacées par cette occupation. Pendant près de deux mois, la Cité et l'aquarium ont pu rester ouverts au public, malgré cette présence massive, de jour comme de nuit. En accord avec les instances de l'établissement, la plus grande partie des agents se sont efforcés de donner l'image d'un service public ouvert et respectueux de la dignité des personnes. Les conditions d'occupation ont pu être négociées avec la CGT et les occupants, pour les personnels et les publics soient gênés le moins possible et que la sécurité des biens et des personnes soit dans tous les cas assurée. Mais l'occupation illégale du Palais n'a pu être gérée que dans un effort exceptionnel, à la fois financier, technique et humain, qui n'était pas soutenable dans la durée.

Il était convenu avec les porte-parole du mouvement que l'occupation pourrait être sinon levée, du moins allégée significativement dès lors qu'un accord de principe sur les modalités de traitement des dossiers des grévistes serait finalisé. Cet accord a été obtenu le 10 novembre, alors que près de 500 grévistes recevaient un récépissé de dépôt de dossier en préfecture. Forte de ce succès, la CGT organisait le dépôt de 1 600 dossiers supplémentaires en préfecture. Cependant, cela n'a pas conduit à la levée espérée de l'occupation, une partie des grévistes adoptant une

attitude de plus en plus intransigente. Ainsi, le 25 novembre, la CGT indiquait à la direction de la Cité qu'elle espérait aboutir dans ses négociations, tant avec les pouvoirs publics qu'avec les occupants, pour que la levée de l'occupation se fasse effectivement au plus tard le 29. À cette date, aucun changement n'était constaté et l'établissement était contraint de fermer ses portes le 30 novembre, comme il l'avait annoncé. Maintenant un dialogue permanent, les instances de l'établissement ont fait valoir aux différentes parties prenantes que les revendications initialement portées par les occupants avaient été entendues et que la poursuite forcenée de l'occupation était préjudiciable tant à la Cité qu'à l'image du mouvement. La CNHI estimait en outre que la poursuite de l'occupation mettrait en danger sa propre existence, mais aussi les efforts consentis de toutes parts depuis début octobre pour trouver une issue favorable au conflit.

Le samedi 4 décembre, après une réunion extraordinaire, conformément aux propositions faites dès le mois d'octobre par la Cité, les porte-parole du mouvement et la CGT acceptent enfin le principe de lever l'occupation de jour et de nuit des espaces publics du Palais. En contrepartie, la Cité donne au mouvement l'usage temporaire d'un atelier, aux heures ouvrables. Cet espace était conçu comme une "ambassade" du mouvement où pouvaient se tenir toutes les réunions d'information et les rencontres que les organisateurs du mouvement jugeaient utiles.

Malheureusement, cette occupation de jour dérive progressivement : un nombre important de sans-papiers continuent de stationner dans le Palais, visiblement sans logement, et parfois sans espoir de régularisation. Début janvier 2011, il devient évident qu'il faut mettre fin à l'occupation, ce qui est fait, sans incidents, sur décision conjointe des tutelles de l'établissement public.

Soudain, dans une mise en abyme inédite, des artistes d'aujourd'hui enregistraient les traces de migrants découvrant "leur" musée de l'immigration.

Une histoire en train de s'écrire

Bien sûr, cette occupation de près de quatre mois a profondément troublé l'équipe de la Cité : outre les tensions inhérentes à ce genre de situation⁽⁴⁾, il est évident que l'irruption de l'histoire de l'immigration en train de se faire a provoqué un choc dans une institution essayant dans le même temps de s'extraire des polémiques de l'actualité. Plus profondément, l'occupation a fait comprendre que l'histoire de

l'immigration racontée par les Maliens sans papiers n'était pas la répétition de celle des migrants des Trente Glorieuses, questionnant le musée en retour sur les choix implicites de son parcours permanent.

Pendant l'occupation, l'établissement culturel a "fait son travail" en organisant des journées portes ouvertes pour expliquer tant aux visiteurs qu'aux grévistes et aux occupants le sens de son projet. L'occupation a été abondamment documentée, pour qu'on puisse en garder les traces. De nombreux artistes contemporains présents dans les collections du musée sont venus travailler sur le site avec les sans-papiers. Un documentaire, véritable chronique de cette occupation, a été réalisé par l'Atelier du bruit, une association qui travaille avec la Cité sur la collecte de témoignages de migrants.... Soudain, dans une mise en abyme inédite, des artistes d'aujourd'hui enregistraient les traces de migrants découvrant "leur" musée de l'immigration, certains se voyant même déjà représentés dans le musée⁽⁵⁾. Étrange façon pour cette institution de voir la "demande sociale" s'inviter à la Cité. Étrange choc que de voir ces Africains respectueux, intimidés, se faire photographier devant les fresques du Palais des colonies pour envoyer des souvenirs au pays avec ce commentaire : "On est à la Cité de l'immigration, c'est notre maison"...

Comment ce mouvement social a-t-il été couvert par les médias ? Très peu de journalistes se sont déplacés, ce qui n'a servi ni le projet de la Cité, ni la cause des grévistes.

Une invisibilité des migrants

Puisque la question explorée ici est la possibilité d'un "changement des regards" sur l'immigration, il est frappant de constater que, de la même façon que la Cité est restée cantonnée dans les rubriques "société" des médias depuis 2007, reléguant les immigrés eux-mêmes au rôle de figurants dans le débat politique sur l'immigration, de la même façon l'occupation des sans-papiers est restée invisible.

Le paradoxe de cette occupation unique dans l'histoire récente (quatre mois d'occupation sans incident), c'est que presque aucun média n'en a parlé. Malgré le nombre des occupants, la quantité des soutiens militants et la durée du mouvement⁽⁶⁾, celui-ci est resté invisible. Les médias qui ont traité de l'occupation ont préféré évoquer la position de l'institution et donner la parole aux organisations militantes et au gouvernement, très rarement aux migrants eux-mêmes.

Cette invisibilité d'une lutte pourtant organisée de longue date ne fait que donner raison *a posteriori* au sociologue Abdelmalek Sayad⁽⁷⁾ qui avait le premier pointé cette double "absence" des migrants. Peut-être aurait-il fallu des incidents, ou bien, comme à l'église Saint-Bernard, une charge policière, pour que les médias s'intéressent à cet événement ?

Le détour de cet exemple permet de montrer à quel point la représentation des migrants est absente dans les médias. C'est le débat sur l'immigration qui est présent et instrumentalisé, rarement le destin des hommes et des femmes qui, avec des papiers ou non, ont choisi d'essayer de vivre et de s'intégrer dans la société d'accueil. Malheureusement, cette invisibilité des migrants n'est pas nouvelle. Pour la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, voilà la vraie gageure : mettre en lumière une histoire qui a laissé peu de traces, alors qu'un Français sur quatre a au moins un grand-parent étranger. ■

Bibliographie (téléchargeable)

- “La Cité nationale de l'histoire de l'immigration, un bilan, des perspectives”, conférence à l'université de Lille-III, *Les Nouvelles d'Archimède*, n° 57, université de Lille, 2011.
<http://culture.univ-lille1.fr/publications/la-revue/lna57.html>.
- “Immigration et diversité culturelle : 30 ans d'intégration culturelle des immigrés en France”, contribution pour le colloque de clôture de l'année européenne du dialogue interculturel (Centre Pompidou, octobre 2008. Actes : Grenoble, éditions de l'OPC, décembre 2009).
<http://luc.gruson.pagesperso-orange.fr/interculturel-Luc-gruson.pdf>.
- “The cultural heritage of migrants”, avant-propos du numéro de *MUSEUM International*, n° 233-4, publication de l'Unesco, Paris, 2007.
http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL_ID=33879&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
- “Peut-on réconcilier diversité culturelle et cohésion nationale ? Le cas de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration”, communication pour le séminaire “La France et ses autres, nouveaux musées, nouvelles identités”, 1^{er} et 2 juin 2006, The University of Chicago Center in Paris, Maison René-Ginouès, université Paris-X Nanterre.
<http://luc.gruson.pagesperso-orange.fr/article-gruson.doc>.

Notes

1. Cette communication reprend pour une bonne partie l'intervention faite par l'auteur au colloque “Migrations : réalités, chances et défis” organisé par France terre d'asile le vendredi 14 octobre 2011, Palais du Luxembourg, Paris.
2. Lettre du Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, à Jacques Toubon, 10 mars 2003.
3. Téléchargeable sur cette page : www.histoire-immigration.fr/la-cite/historique-du-projet/les-chantiers-du-gip.
4. Les cadres de l'établissement se relayaient de jour et de nuit, en dormant dans leurs bureaux.
5. De jeunes Maliens grévistes ont découvert dans le musée la photographie de Patrick Zachmann où ils apparaissent, enfants, dans leur village du Mali.
6. Le mouvement dit des “travailleurs-es sans papiers” s'est structuré à partir du 12 octobre 2009, soutenu par la CGT et l'ensemble des organisations syndicales et associations du “Groupe des onze” (CGT, CFTD, Unsa, FSU, Solidaires, LDH, Cimade Resf, Autremonde, Femmes Égalité, Droits devant).
7. *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.